



LE CANARD

en furie

Siège Terminus, 1^{er} virage à gauche
après l'Hôtel Terminus en venant du
Rond point Grand Hôtel.
RCCM/NI/NIA/2018/A/073/ NIF: 44 126/P
Email: lecanardenfurie@gmail.com
90.00.99.83 / 96.75.34.12

PRIX : 300 F

6^{ème} année

HEBDOMADAIRE SATIRIQUE NIGERIEN N° 288 du lundi 01 Août 2022

Présence militaire étrangère au Niger

La force française BARKHANE au Niger, une tueuse silencieuse



Héritage de feu Maman Abou

Qui veut faire main-basse sur l'imprimerie (NIN) ?

Contre-pouvoir :

L'opposition orpheline

Inspection d'Etat à Niger Poste

La panique des responsables de la boîte

Amères vérités

Apparemment, le parti politique, la "base", en particulier, servent bien de bouclier à ceux qui détournent et il faut le constater, c'est bien au Président Bazoum que les pouvoirs constitutionnels ne semblent servir à grand-chose

Toh ! Le Président Bazoum qui a promis de sévir sans faiblesse contre la corruption, ne va tout de même pas prétendre qu'il n'a pas eu connaissance de cas de corruption et de malversations financières pour agir comme il l'a promis. La Cour des comptes, ce qu'il y a de plus officiel, lui en mis plein les yeux, plein les oreilles et plein les mains. Il n'avait dès lors qu'à sévir comme il l'avait promis. Or, il vient de recomposer son gouvernement avec des gens épinglés dans le rapport de la Cour des comptes. Les mis en cause, il les côtoie tous les jours, ou du moins chaque semaine, lors des conseils des ministres au cours desquels il partage la même table, il échange et parfois rigole en se donnant l'impression d'être en train de travailler pour le peuple nigérien. Peut-on travailler pour son pays et son peuple en cautionnant la corruption et en partageant la même que des corrompus ? Bazoum Mohamed n'a aucune excuse. Car, malgré la publication du rapport de la Cour des comptes, il continue à cohabiter avec des gens qui ont des comptes à rendre avec la justice. Il a demandé, notamment aux organisations de la société civile, de l'aider dans la lutte contre la corruption et les infractions assimilées, il est royalement servi, mais manifestement sans aucun moyen de coercition.

Tout, absolument tout chez le Président Bazoum, semble se résumer à des mots. Il parle et lorsqu'il parle d'un sujet, d'une préoccupation de ses compatriotes, on lui donnerait le bon dieu sans confession. Face à la corruption, qui semble s'amplifier depuis sa promesse du 2 avril 2021, il n'a rien pu faire et il ne pourra vraisemblablement faire quelque chose de probant, tant on lui a donné l'occasion de faire, d'agir, pas de parler.

Le rapport général de la Cour des comptes est une mine inépuisable de dossiers pour un homme qui veut lutter contre la

corruption. Des bols à café achetés à 10 084 FCFA, des matelas à 416 400 FCFA, l'unité ou encore une latrine à 40 millions de francs CFA, des doublons dans les paiements, etc., le Président Bazoum en a plus qu'il ne faut pour briller de mille feux. Mais, la vérité est qu'il ne peut pas mener la guerre contre la corruption. N'est-ce pas pourtant le levier essentiel de la mission qu'il a promis de conduire durant son mandat ? Pour lui, mais aussi pour ceux qui sont amnésiques, voici ce que le tout nouveau président a déclaré, le 2 avril 2021 : « Je serai implacable contre les délinquants parce que j'ai conscience du tort que porte la corruption au développement du pays ». Cette déclaration, le Président Bazoum l'a peut-être oubliée. Mais il est bon de la lui rappeler. Mieux, il a ajouté : « ...je voudrais dire clairement ici que quiconque a une responsabilité dans l'administration publique répondra désormais tout seul et entièrement de ses actes. Son parti politique, sa «base», sa famille, sa communauté ne lui seront d'aucun secours au cas où son comportement devrait commander une mesure coercitive à son encontre ». N'est-ce pas accablant pour le Président Bazoum ? Tenir de tels propos et se retrouver coincé, sans autre alternative que de subir la volonté des pilleurs.

Apparemment, le parti politique, la «base», en particulier, servent bien de bouclier à ceux qui détournent et il faut le constater, c'est bien au Président Bazoum que les pouvoirs constitutionnels ne semblent servir à grand-chose. Pourtant, en plus de ses pouvoirs constitutionnels, il a obtenu le soutien, ferme, des Nigériens. Par deux fois, lors de Rencontres avec les organisations de la société civile, tenues à son initiative, le Président Bazoum Mohamed a demandé à ses interlocuteurs de l'aider à remplir sa mission, particulièrement sur le volet de la lutte sans merci qu'il a pro-

mis de mener contre la corruption. Malgré les conditions objectives qui militent en faveur d'une prudence excessive face à l'annonce du président, ses invités, notamment lors de la première rencontre, se sont laissés séduits. Puis, les affaires vont rapidement se gâcher pour le Président Bazoum. Comme si, quelque part, on a décidé de le servir à satiété afin de le confronter à plus fort que lui, le président va subir d'abord des refus et des oppositions catégoriques et fermes de laisser faire certains audits. Des inspecteurs d'Etat vont être rabroués et renvoyés d'où ils viennent. Et après le soufflet enregistré dans l'affaire communément appelée Ibou Karadjé, plus personne ne croit au combat du Président Bazoum. Il est, certes, défait mais Bazoum Mohamed a probablement mal digéré cette façon de lui faire mordre la poussière. A-t-il seulement le choix ? Soit, il s'incline, soit c'est le clash. Les affaires d'argent détourné, elles, vont être révélées, avec une régularité qui frise le défi ouvert et permanent.

Le Président Bazoum a-t-il déjà échoué ? C'est certain. Il ne faut nourrir de l'espoir là où tous les feux sont au rouge et que celui qui a promis de les tourner au vert, semble penser qu'il lui suffit de parler pour avancer. Investi à la tête de l'Etat il y a un an et un mois, Bazoum Mohamed a bercé les Nigériens d'espoir avant d'être rapidement rattrapé par les événements. Sur tous les plans, le Niger est en train de connaître un net recul, allant de mal en pis. Et Bazoum Mohamed qui continue de faire dans les discours, oubliant qu'il sera jugé plutôt sur les actes. La sécurité, la corruption, le déni de la loi, le laisser-aller, les détournements, l'impunité, tous les maux semblent connaître une certaine amplification. Et les Nigériens qui attendent que le soleil se lève à l'ouest pour se coucher à l'est.

BONKANO.

Présence militaire étrangère au Niger

La force française BARKHANE au Niger, une tueuse silencieuse

Il y a quatre jours, à Dosso, un cortège militaire français a percuté à mort un automobiliste. Auparavant, la même armée française a tué un homme qui allait à la mosquée, pour la prière de Isha, à 20 heures. Sans daigner s'arrêter. C'était le 20 juillet 2022. Six jours, à peine, après le drame d'Ayorou, à Boubon, cette fois-ci, à une

quarantaine de kilomètres de Niamey, le cortège militaire français a fauché un véhicule de transport, tuant sur place deux passages et occasionnant plusieurs blessés. Le 27 novembre 2021, des militaires français tirent à balles réelles sur de jeunes manifestants qui s'opposaient à leur traversée du Niger, tuant trois d'entre eux et blessant plusieurs autres. La colère monte au sein des populations nigériennes qui protestent à la fois contre ce mépris pour la vie humaine et le silence assourdissant des autorités nigériennes. Pour ces dernières, tout ce qui vient de la France est sacrée. La France ne commet jamais de faute, jamais de crimes, jamais de violations. Toutes ces morts, y compris à Téra où son armée a tiré à balles réelles sur les manifestants, sont considérées comme étant de simples accidents. C'est à peine d'ailleurs si elles n'ont pas fait endosser la responsabilité



des morts de Téra sur les victimes. C'est de l'argent qu'on a versé aux familles endeuillées. Que ce soit à Ayorou, à Boubon ou encore à Dosso, les Nigériens ont davantage acquis la conviction que l'armée française doit partir du Niger.

Une force d'occupation ? La force française Barkhane a une réputation encore pire. Depuis ces accidents, qui ont accentué la contestation de la présence militaire française, les Nigériens en ont une autre vision. Elle est perçue comme une tueuse silencieuse. Une tueuse froide qui tire à balles, écrase et percute des Nigériens sans état d'âme. La réputation de l'armée française est ruinée et c'est en partie due au zèle exagéré des autorités nigériennes de servir les intérêts de la France les yeux fermés. Aucune condamnation. Elles se contentent, au gré des autorités françaises, de présenter les choses comme elles le souhaitent.

Déjà contestée car perçue comme force d'occupation, la présence de Barkhane au Niger est davantage devenue une préoccupation majeure des Nigériens depuis que les autorités actuelles ont décidé d'accueillir les soldats français au Mali. Des soldats estimés à plus de 2000 qui étaient au Mali depuis huit ans, sans autre résultat tangible que la « partition » du Mali en deux, le nord étant interdit aux autorités légitimes maliennes par l'armée française. Une situation que l'ancien président malien, Ibrahim Boubacar Keita, a accepté de bon cœur en cautionnant la tenue d'élections générales sans la participation du nord du pays. Depuis cette décision, dénoncée par les organisations de la société civile et d'importantes franges de la population, l'armée française a pratiquement quadrillé le pays. Régulièrement, d'interminables cortèges de véhicules blindés et de camions de

transport portant des containers dont personne ne connaît les contenus, traversent le pays en provenant du Mali. Ces militaires français ne se limitent plus à la région de Tillabéry, complètement déstabilisée et ruinée, mais prolongent leur installation à l'intérieur du pays. Ce qui renforce le sentiment qu'il s'agit d'une force d'occupation.

« Les accidents de Barkhane sont volontaires », « La force Barkhane, protectrice ou assassine ? ». « Finalement, Barkhane tue plus de Nigériens que les terroristes qu'elle est censée combattre. Ce sont les conséquences du mensonge d'Etat », lit-on sur les réseaux sociaux. La colère monte et les Nigériens sont de plus en plus nombreux à être hostiles à la présence militaire française qui, le pensent-ils, est un soutien actif du régime impopulaire de Niamey.

Doudou Amadou

Héritage de feu Maman Abou

Qui veut faire main-basse sur l'imprimerie (NIN) ?

Chercher à provoquer une tempête dans un verre d'eau dans le contentieux judiciaire relatif au contrôle des biens du défunt Maman Abou, rappelé à Dieu il y a de cela deux ans, c'est la mission que ce sont apparemment assignés certains internautes et confrères depuis ces derniers temps. La principale cible de cette cabale médiatique dans une affaire familiale, donc strictement privée, est le Général Mahamadou Abou Tarka, frère cadet du défunt, par ailleurs président de la Haute autorité de la consolidation de la paix (HACP), mandaté par la famille pour gérer les biens du défunt. La décision a été entérinée lors d'un conseil de famille tenu devant un juge qui a pris acte des modalités arrêtées. Le contentieux judiciaire est né autour de la gestion de la Nouvelle Imprimerie du Niger (NIN) que la dernière l'ex-épouse du défunt Maman Abou du nom de Tamo cherche vaille que vaille à récupérer au motif qu'elle a eu un jumeau [deux garçons] avec lui de son vivant. Nul besoin d'épiloguer ici sur la paternité des enfants, à partir du moment où ils portent le nom du défunt qui les a acceptés et élevés sous son toit jusqu'au divorce réclamé et obtenu par leur mère alors que Maman Abou était encore dans son état d'invalidité, paralysé par un AVC de forme sévère avec des séquelles persistantes qui finiront par l'emporter, malgré les multiples évacuations et les traitements coûteux à l'extérieur dont il a bénéficié grâce à ses propres moyens. Lors du conseil de famille, il a été décidé de verser 2 millions de francs/mois au jumeau comme pension alimentaire, sans compter les com-

modités et leur prise en charge scolaire. C'est dans ce contexte que dame Tamo, qui s'était remariée après avoir quitté le toit de Maman Abou a entrepris de revenir à la charge pour tenter de récupérer la NIN au motif qu'il y aurait des mouvements suspects de fonds de l'entreprise. Comment a-t-elle pu découvrir ces mouvements de fonds alors qu'elle n'a jamais été associée à la gestion de l'imprimerie du vivant du propriétaire jusqu'à sa mort, lequel décès est survenu longtemps après le départ de la plaignante du domicile conjugal ? C'est la première question que les pourfendeurs du Général Abou Tarka dans cette affaire devraient normalement se poser avant de verser dans des accusations de tentative de corruption sans fondement contre ce dernier. Le contentieux a connu une amplification médiatique suite à cette affaire de tentative de corruption présumée dont le juge de la commune 1 en charge du dossier dit avoir été victime de la part du Général Abou Tarka. Laquelle plainte n'a pas prospéré devant le Procureur de la République qui l'a classée sans suite devant l'insuffisance de preuves matérielles, selon une source proche du dossier. Pour sûr, le déclenchement d'une action par rapport à ce genre d'accusation nécessite obligatoirement la possession de pièces matérielles pouvant attester de la véracité des faits. Mais visiblement le but poursuivi à travers cette plainte contre le Général Abou Tarka pour tentative de corruption présumée est ailleurs. Il s'agit de ternir son nom en cherchant à montrer qu'il n'est pas une personnalité intègre en dépit de la casquette de com-



missaire du gouvernement près du tribunal militaire qu'il porte. La récente sortie médiatique de l'avocat du juge, qui a saisi la Cour de cassation d'une correspondance pour contester la décision du parquet du tribunal de Grande Instance Hors Classe de Niamey et exiger qu'une suite soit donnée à leur plainte contre le Général Abou pour tentative de corruption en est la preuve patente. Devant la persistance de cette cabale injustifiée à son encontre, le Général Abou qui n'est pas un nécessaire [loin s'en faut !] et n'est pas non plus le frère unique du défunt pour l'accuser de vouloir faire main basse sur les biens de ce dernier a décidé aussi de surmonter les limites qu'il ne voulait pas franchir pour une question de pudeur, à savoir la contestation de la filiation des enfants d'avec le défunt. Il ne voulait pas étaler publiquement le linge sale mais devant la pression de la dame pour prendre le contrôle de la NIN, il aurait entrepris de jouer cette carte qui priverait carrément les enfants de toute prétention relativement à un quelconque héritage du défunt si la procédure qu'il veut engager ve-

nait à aboutir. Au demeurant, même si les deux garçons peuvent prétendre à un héritage, la gestion dudit de héritage ne peut être confiée à leur mère divorcée longtemps avant le décès de leur père présumé, mais aux proches parents (oncles et tantes paternels, etc.) conformément aux préceptes de l'Islam sous le régime duquel le mariage avait été scellé. Laquelle dame a d'ailleurs consommé deux noces après son divorce d'avec Abou, a-t-on appris. Ceux qui s'agitent donc autour de cette affaire strictement privée à laquelle ils veulent donner une connotation étatique doivent revenir à la raison. Lorsqu'une femme est divorcée longtemps avant le décès de son époux, elle ne peut aucunement prétendre gérer les biens de ses enfants encore mineurs du défunt. Cette charge incombe aux proches parents du défunt jusqu'à la majorité des "orphelins". Surtout que selon certaines sources, l'on apprend que la dame voudrait s'accaparer de l'imprimerie pour la rétrocéder à une grande société de la place qui opèrent dans une multitude de secteurs.

Amadou Madougou

Inspection d'Etat à Niger Poste

La panique des responsables de la boîte

La désaffection de plus en plus grandissante des Nigériens à la base vis-à-vis de la chose politique est un fait indéniable dans notre pays. Pour une bonne frange de nos compatriotes, la démocratie telle qu'elle se pratique au Niger ne correspond pas et ne répond pas à leurs aspirations. C'est une démocratie qui se résume simplement à l'organisation périodique d'élections pour permettre à des personnes, sans aucun sens de l'Etat, qui ont fait de la politique leur gagne-pain, d'accéder au pouvoir pour s'adonner à une prédation systématique des deniers publics et en toute impunité. La bonne gouvernance n'est prônée que dans les discours, pas dans les actes qui sont quotidiennement posés par les tenants du pouvoir. Pourtant ce ne sont pas les instruments de contrôle des actes de gouvernance qui font défaut. Sous ce règne des renaissances, de nouveaux instruments, comme la Halcia et la Ligne Verte, ont même été créés pour renforcer le dispositif existant, notamment l'inspection administrative et l'inspection d'Etat qui sont de temps en temps actionnées pour lorgner dans les fourmilères des entités de l'Etat. Généralement, ces inspections font du bon boulot lorsqu'elles sont actionnées, suite à de soupçons de malversations au niveau d'une entité publique.

Mais c'est l'absence de suites aux rapports d'investigation qui est inconcevable dans un Etat démocratique où la

redevabilité et la réédition des comptes doivent être de mise.

Une panique pour rien

Des responsables de Niger Poste ont paniqué lorsqu'ils ont appris l'inspection au point de pousser certains à prendre des congés ou ont organisé des missions pour entraver la conduite de la mission. Malheureusement pour eux, l'inspection est maintenue et est en cours d'exécution avec la reprise du travail des desdits responsables. Ils ont pris le bois pour rien. Pour rien, parce que ce genre de travail visant à faire la lumière sur la gestion d'une entité publique aboutit rarement sur des sanctions. Pour sûr, y a eu beaucoup de rapports accablants par rapport à la gestion des affaires publiques ces dernières années qui sont restés sans suite. Le dernier en date, c'est le rapport public 2021 de la Cour des comptes qui a révélé des malversations financières monstrueuses au niveau de plusieurs institutions de la République et par rapport auxquelles les Nigériens attendent des sanctions. Lesquelles sanctions ne tomberont pas. C'est dire que l'inspection d'Etat en cours à la société Niger Poste risque de connaître le même sort. Quels que soient la gravité des impairs qui seront décelés dans la gestion de la boîte qui brassent d'importantes ressources financières ces dernières années. Parce que le premier responsable de la société est la progéniture d'une grosse pointure du parti rose.

Amadou Madougou

Société civile

La petite "tribune de redevabilité" du REPPADD a grandi

Le Réseau Panafricain pour la Paix, la Démocratie et le Développement a décerné, 29 juillet dernier, à l'hôtel Radison, le Prix de la Société Civile pour la Redevabilité Sociale. Cette date a été retenue en souvenir de la Conférence nationale qui se débute le 29 juillet 1991. Ce prix a été initié en juillet 2021. Au départ c'était un une modeste "tribune" qui se tenait dans de petites salles comme l'espace

tures que les lauréats sont désignés. Pour cette année, la deuxième édition, baptisée édition Sanoussi Jackou Tambari, pour son combat contre l'injustice, le lauréat est la Cour des Comptes avec une note de 14,29 sur 20. Cette note de redevabilité est obtenue sur la base de cinq critères : l'accessibilité, la transparence, l'efficacité et la satisfaction des citoyens pour les services offerts par l'institution.



La cérémonie de remise des prix a été présidée par le secrétaire général du Médiateur de la République.

Le jury est présidé par Mahamadou Nouhou Arzika. D'autres institutions ont reçu des attestations d'encouragement pour l'ouverture et la disponibilité pour certaines et l'efficacité pour d'autres.

Dans un autre processus sur l'installation de Barkhane, cinq mille personnes auraient été interviewées. L'installation bases étrangères aurait aussi été jugée dans ce sondage. Et ce serait moins de cinq pour cent qui ont estimé

que cela est bon pour le Niger. L'édition de cette année a bénéficié du soutien technique et financier de l'Institut Néerlandais pour la démocratie multipartite et de la Coopération Suisse à travers le Programme d'Appui à la Gouvernance démocratique.

Modibo

Contre-pouvoir :

L'opposition orpheline

Les dieux de Bazoum Mohamed, ceux qui, apprenait-on d'Albadé Abouba pendant la dernière campagne électorale, leur avaient promis la victoire contre vents et marées, ont entendu ses prières pour lui épargner une opposition farouche à son pouvoir ainsi que le laissaient augurer la levée de boucliers contre sa candidature et les paroles très extrémistes qu'on avait entendues au travers des tumultes de la dernière campagne, ici et là, chez différents hommes politiques, y compris, Seyni Oumaraou et Ibrahim Yacoubou, aujourd'hui ralliés au pouvoir pour trouver à manger gras. Depuis plus d'un an qu'il gouverne le pays, sans qu'on ne voit des réponses aux urgences du pays, aux défis de la nation, sans que la question de la lutte contre la corruption et les détournements ne soit abordée avec courage, alors que les fractures sociales sont laissées béantes, détruisant la cohésion nationale, l'on ne peut entendre, au cœur du chaos, aucune voix qui râle pour déchirer les ténèbres afin de dire le mal qui guette un pays à l'avenir incertain et ce malgré les optimismes de la Banque Mondiale fondés sur une croissance aléatoire promise au pays sans que rien, objectivement, ne puisse le justifier. Les relations politiques sont tendues, les colères couvent, et rien ne vient du pouvoir pour apaiser et rendre possibles les conditions d'émergence du pays et surtout à un moment où le terrorisme avance à grands pas et que la faim risque de sévir aussi bien dans les villes que dans les campagnes. Comment peut-on logiquement prédire des progrès économiques dans un tel contexte on ne peut plus difficile et contraignant ?



Mais alors pourquoi tant de silences troublants ?

Pour comprendre la situation, il faut observer le style de gouvernance de celui qui est au pouvoir – Bazoum Mohamed en l'occurrence – qui, peut-être, dans la conscience de la fragilité de son pouvoir, a compris qu'il lui faut lever le pied sur l'accélérateur de la persécution, pour ne pas trop frustrer et ce afin de mettre en sourdine les colères. Il l'a d'autant compris que depuis qu'il est arrivé au pouvoir, non sans agacer un pan important de son camp politique, il ne gêne presque personne. Quand même il ne peut ouvertement faire un appel à une union sacrée pour faire face aux défis, il reste que son style ne dérange pas trop, tous les autres acteurs pouvant rester à la place que leur confère la jeu démocratique, allant jusqu'à reconnaître un chef de file de l'Opposition, devenue depuis des mois, non sans gêner aussi dans certains milieux de l'Opposition à laquelle, le combat judiciaire assumé de Mahamane Ousmane donne désormais une existence légale. Cette attitude de la part de Bazoum Mohamed a même donné à croire que l'on assiste plus à un changement qu'à une

continuité redoutée et revendiquée par certains milieux du PNDS. Mais les Nigériens comment à piaffer d'impatience, doutant de la sincérité de cette démarche et souvent d'une parole présidentielle, neuve, qu'on a entendue les premiers mois de l'accession au pouvoir du Philosophe.

On se rappelle que pour décrisper la situation pour envoyer à l'opinion de nouveaux signaux dans la perspective espérée du raffermissement des relations tendues avec la société civile avec laquelle, Bazoum, en personne, avait eu en d'autres temps, des relations difficiles, des échanges inamicaux, le nouveau président tient des rencontres avec certains groupes organisés pour avoir un dialogue direct avec eux sur des questions d'intérêt national. La rencontre où on pouvait voir presque tous les acteurs de la société civile, avait donné à espérer de nouveaux jours pour la démocratie nigérienne. Mais, jamais il n'eut le courage d'oser le pas qui le conduit vers ses adversaires politiques, s'en défendant à l'époque, peut-on s'en souvenir, de ce que ces derniers lui auraient allégé la tâche quand ils peuvent continuer à dire qu'ils

ne le reconnaissent pas comme président élu, maintenant par une telle position la tension politique avec une opposition dans laquelle la voix de son Challenger – Mahamane Ousmane – ne porte plus, peu écoutée, peu entendue depuis que certains ont eu l'impression qu'il a trahi leur combat, le regardant comme complice du « pouvoir arraché », usurpé. Mais c'est son choix pour l'Histoire.

Diversions...

Mais le comportement du nouveau magistrat tenu aussi de plaire aux extrémistes de son camp qui le tiennent encore par les chantages que l'on sait, n'est-il pas une manière de divertir les Nigériens, et de leur faire espérer l'impossible. Et des Nigériens seraient comme dans la pièce de Samuel Beckett, *En attendant Godot*, escomptant des annonces fortes pour détendre la situation, mais qui ne viennent jamais. En effet, plus d'un an après, l'on ne voit aucun signe, Bazoum se contentant d'affronter les gros défis du pays sans trouver la bonne réponse, notamment pour l'école et pour l'insécurité, mais vivant du bonheur d'avoir une opposition inoffensive, trop gentille, quelque peu coopérative qui a oublié ses

combats pour se terrer dans des silences suspects et dans une inaction déroutante. C'est à croire qu'en réussissant à lui inoculer le virus de la déception, le régime des socialistes arrivait à défaire l'Opposition, et singulièrement le parti qui la porte aujourd'hui, le Moden Fa Lumana, dont on ne peut plus entendre aucune voix. Tout le monde semble se ranger, Hama étant peut-être déçu de ses lieutenants pour ne plus leur donner de directives et laisser naviguer à vue, mais peaufinant de nouvelles stratégies car l'homme ne baisse jamais les bras.

Décryptage....

Cette léthargie programmée, du moins stratégiquement pensée et mise en œuvre, s'explique certainement par une politique de destruction de tous les partis politiques – y compris ceux qui sont avec le pouvoir – en asséchant leurs sources de financement, ou par l'exclusion de leurs cadres ou par celle de leurs bailleurs traditionnels systématiquement exclus des marchés publics. Et depuis qu'émerge dans l'économie une nouvelle bourgeoisie voleuse qui a bâti sa fortune sur l'arnaque et l'économie criminelle, la concussion et le brigandage, l'on ne peut plus entendre parler de certains autres commerçants connus du pays, tous ayant été à dessein asséchés au point de pousser certains à l'exil. Ainsi que l'a démontré le Rapport de la Cour des comptes, la santé financière de tous les partis politiques s'en est ressentie et est en berne ; aucun, à l'exception du parti présidentiel, ne pouvant mobiliser des fonds conséquents pour aller dans les élections. Seul le PNDS – et on sait comment – a mobilisé des milliards pour sa campagne électorale, et les observateurs les plus avisés peuvent même dire que les fonds mobilisés, en réalité, pourraient être sous-estimés pour ne pas trop heurter l'opinion. La ruée de certains hommes politiques et certains partis politiques, quand même dans le fond, ils peuvent

ne pas partager la gestion en cours, ne s'explique que par cette sécheresse artificielle insupportable imposée aux individus et aux structures et qui a fini par avoir raison de leurs convictions et leurs engagements.

Le PNDS a compris la stratégie dans le cas nigérien où – et c'est vrai ailleurs sans doute – qui n'a rien, n'a rien électoralement sur l'échiquier et en abusant de ce théorème politique machiavélique, il a cru pouvoir trouver le moyen d'occuper tous les espaces, espérant pouvoir tenir seul, au milieu des misères qu'il créait pour s'en servir à fonder sa suprématie et son leadership. Mais il a sans doute été surpris de constater que, pour autant, cette malice ne lui permettait pas d'avoir tous les Nigériens sous ses pieds, nombreux étant ceux qui, même sans le sou, pouvaient rester dignes pour ne jamais accepter de se « prostituer » politiquement, et garder, haute, la tête dans un système que mettait en place le socialisme, et où, l'argent réglait tout, du moins selon leur entendement. C'est pourquoi, malgré leur inconfort financier et la détente trompeuse et insincère actuelle, personne ne se précipite à migrer vers la Renaissance, tous, tenant toujours à leurs choix et à leurs combats, à leur dignité et à leur fierté. Et ceux qui, à pas hésitants, semblent faire des yeux doux au nouveau système ne sont qu'anxieux à dévoiler au grand jour leur jeu car ils savent qu'ils sont attendus des pieds fermes par les militants depuis qu'ils ont commencé à les soupçonner d'ambiguïté dans leur comportement, mais surtout quand ceux qui sont déjà partis, ne voient toujours pas le bonheur et le confort espérés, laissés sur les carreaux !

L'opposition, en tant que base mobilisable, en tant que foule engagée, existent bien mais elle manque de voix qui la porte, de leadership qui la canalise et la conduit dans de nouvelles époques. Ces hommes et ces femmes, sont nombreuses et sur les

réseaux sociaux, on peut voir que l'ardeur ne s'est pas pour autant éteinte, et qu'elle reste vive, n'attendant qu'un déclic pour la rallumer. On sait que, c'est pour des raisons plus politiques qu'humanistes que le régime peut laisser Hama Amadou en exil alors qu'il est censé être en prison. Si tant est que la volonté est de détendre le climat politique, ainsi que le demandait Feu Sanoussi Jackou, la décision politique, la meilleure, serait de libérer les prisonniers politiques hérités de la gestion d'Issoufou. Mais on ne le fait pas. On continue à garder des hommes en prison. On aura compris que garder Hama Amadou à distance de son pays et de la foule de ses militantes et militants est une précaution pour s'éviter des révoltes qui peuvent à tout moment rejaillir dans un pays que des malaises profonds ont cancérisé de colères et de vengeance.

Et depuis, quand en l'absence de cet homme, et des silences d'un ABC, d'un Ibrahim Yacoubou désormais autour de la gamelle, d'un Kadaouré, d'un Mahamane Ousmane exilé dans ses calculs et ses intrigues, l'Opposition est devenue orpheline. Le Moden Fa Lumana ne s'expose plus quand d'autres, pour la même cause peuvent jouer à la couardise et à l'ambiguïté, regardant comme un autre le pays et sa démocratie s'effondrer, presque lâchement.

Une seule voix maintient le flambeau de la lutte politique historique que le destin impose aujourd'hui...

Depuis des mois, le seul adversaire qu'on peut entendre au régime et à Bazoum Mohamed, est Omar Hamidou dit Ladan Tchana, et dans une moindre mesure, Salou Djibo à travers son Secrétaire Général, Hama Hamadou. Aujourd'hui, Ladan Tchana est le seul opposant qui a une voix et qui ose des paroles qui fâchent. Il est devenu d'autant plus gênant qu'une certaine presse s'en prend à ses

prises de positions assumées, à son combat politique qui pourrait avoir les mêmes extrémismes, sinon moins, que ceux qu'Issoufou et ses compagnons politiques avaient menés pendant des décennies dans le pays. Lorsque d'autres liassent tant d'espaces vides, il peut, lui, profiter, des ces errances, pour s'imposer comme leader pour une opposition qui en manque tragiquement aujourd'hui.

On connaît la sympathie, l'amitié et la fraternité qu'il partage avec Hama Amadou, malgré des brouilles d'un moment aujourd'hui réglées, quand avec le recul, on peut comprendre pourquoi certains, à l'intérieur du parti y avaient travaillé à l'en éloigner, lui qui, aujourd'hui, peut mériter d'être porté, et on le voit depuis des jours à travers ses discours acerbes et ses actions, par une foule de militants engagés qui refusent de baiser les bras, disons par une part importante de l'opposition dont bon nombre d'éléments, hélas, se sont compromis par leurs silences déroutants.

Il est temps pour cette opposition, pour sa survie et pour celle de la nation, de se réveiller, et d'assumer son combat de l'Histoire. Il y a des moments où, les peuples ne peuvent plus se dérober à leurs combats...

Et se taire devient une trahison. Amen Amine l'a compris.

A.I

Le Canard en furie

Hebdomadaire Satirique Nigérien

Siège Terminus, 1^{er} virage à gauche après l'Hôtel Terminus en venant du Rond point Grand Hôtel, tout droit jusqu'au bout de la rue.

Directeur de publication

Arouna Yacouba

99.34.21.99

Directeur Commercial

Inoussa DICKO

Email: lecanardenfurie@gmail.com

Conception & Composition

Le Canard en furie

Tirage: 1000 Exemplaires sur Les presses du **Groupe de presse le Monde d'Aujourd'hui**



GROUPE E.G.B.T.P - AOM

B.T.P- COMMERCE GENERAL

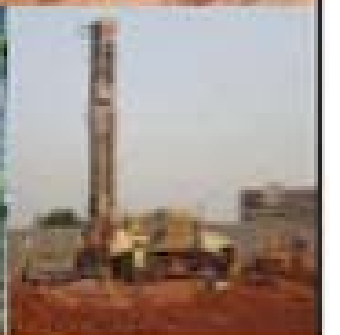
B.P: 11 182 Tél (+227) 96 59 52 32- Niamey-Niger

UNE RÉFÉRENCE EN AFRIQUE



Nos Prestations

- Bâtiment - Route Bitumée
- Pistes Rurales - Forage - Barrage d'eau
- Aménagement Hydro- Agricole
- Matériaux de construction



Vos Besoins, Notre Priorité !!!